

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

083-248300543-20221215-lmc1184522-DE-1-1

Date de validation par la préfecture : mardi 20 décembre 2022

Date d'affichage : 22/12/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
69	11	1

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/12/349

**BUDGET ANNEXE
TRANSPORTS -
CONSTITUTION DES
DOTATIONS AUX
PROVISIONS POUR
RISQUES ET CHARGES ET
AUX DEPRECIATIONS DES
ACTIFS CIRCULANTS**

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVAR, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à Mme Brigitte GENETELLI, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENT :

M. Michel DURBANO.

Séance Publique du 15 décembre 2022

N° D' O R D R E : 22/12/349

**O B J E T : BUDGET ANNEXE TRANSPORTS - CONSTITUTION
DES DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES
ET CHARGES ET AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS
CIRCULANTS**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1 et D5217-22,

VU l'instruction budgétaire et comptable M43,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 5 décembre 2022,

CONSIDERANT le principe comptable de prudence et le principe de sincérité budgétaire qui impliquent de comptabiliser dans les charges de la collectivité d'une part, les provisions destinées à couvrir les risques et charges que des événements inhérents à son activité, survenus ou en cours, rendent probables, et d'autre part, les dépréciations des actifs circulants,

CONSIDERANT que les dotations aux provisions et aux dépréciations doivent notamment être constatées : 1° Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la métropole ; 2° Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code du commerce ; 3° Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public,

CONSIDERANT les recommandations visées au paragraphe 5.3 du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur en date 1^{er} octobre 2020 relatif à la gestion de la Métropole pour les exercices 2013 et suivants,

CONSIDERANT la nécessité d'appréhender les risques et de se prononcer sur la nature des provisions à constater sur le budget annexe Transports pour l'exercice 2022 :

1. Provisions pour litiges et contentieux (article 15111) :

- Contentieux avec recours à un avocat (hors personnel) :

Il s'agit de contentieux pour lesquels la Métropole a sollicité le recours à un avocat, que le contentieux soit d'ores-et-déjà introduit devant une juridiction ou qu'il soit encore en phase amiable, et qui présentent un risque sérieux d'emporter la responsabilité de la collectivité.

Il est proposé de constituer pour 2022 deux dotations pour un montant total de **2 000 000,00 €**, au titre des litiges suivants :

- Un recours indemnitaire suite à la résiliation d'un marché de maîtrise d'œuvre avec la société SYSTRA ;
- Indemnisations des entreprises suite aux résiliations pour motif d'intérêt général des marchés relatifs à la réalisation du PEM de La Seyne.
- Provisions pour risques portant sur des frais de personnel :
 - Néant -

2. Provisions pour risques et charges sur emprunts (article 1521) :

Ce point est uniquement mis pour information en vue de justifier de l'absence de provisions.

Les provisions constituées pour des risques financiers sur des emprunts structurés ou « complexes » sont enregistrées dès lors que leur taux d'intérêt est susceptible de devenir très supérieur au taux que la collectivité aurait obtenu en souscrivant à l'origine un emprunt à taux fixe ou à taux variable simple.

Compte tenu de notre encours de dette composé uniquement d'emprunts sécurisés de type 1-A selon la charte Gissler, il est proposé de ne pas prendre de provision pour risques et charges sur emprunts.

3. Dépréciations des comptes de redevables (compte 491) :

S'agissant des créances en attente de recouvrement, il est nécessaire de constituer une provision lorsque le recouvrement des créances apparaît compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

Le CGCT ne fixant pas de méthode de calcul, il incombe à la collectivité de déterminer les modalités de constitution.

Au vu des restes à recouvrer transmis par le comptable public au 31 décembre 2021, et en concertation avec lui, il est proposé de provisionner dans un premier temps :

- Le montant intégral des créances connues à ce jour pour lesquelles une procédure collective est ouverte à l'encontre des redevables concernés, il est évalué à **5 360 €** ;
- Le montant intégral d'une créance de **890 415 €** pour laquelle une action en justice est en cours ;
- Le montant des restes à recouvrer sur la période 2005 à 2017, estimés à 14 874 € (hors débiteurs publics, hors délais accordés par le comptable public et hors procédures collectives), selon les modalités suivantes :

- Provisionnement à 100 % pour les créances inférieures à 30 € (seuil minimum des poursuites pour un redevable), elles sont estimées à **23 €** ;
- Provisionnement à hauteur de 100 % pour les créances comprises entre 30 € et 130 € (seuils réglementaires de mise en œuvre des oppositions à tiers détenteurs, 30 € auprès des tiers détenant des fonds pour le compte du redevable, ou 130 € auprès des établissements bancaires), elles sont estimées à 946 € soit une provision de **946 €** ;
- Provisionnement à hauteur de 100 % pour les créances supérieures à 130 €, elles sont estimées à **13 905 €**.

La provision totale s'élève à 910 649 € et sera ajustée en fin d'exercice soit par une reprise si la dépréciation s'avère trop importante, soit par une dotation complémentaire si celle-ci, au contraire, s'avère insuffisante.

CONSIDERANT que ces provisions seront constituées selon le régime de droit commun en tant que provisions semi-budgétaires conformément au récapitulatif suivant :

Nature de la dotation	Débit	Crédit	Montant
Provision pour litiges et contentieux	6815	15111	2 000 000 €
Provision pour risques et charges sur emprunts	6865	1521	0,00 €
Dépréciation des comptes de redevables	6817	491	910 649 €
Total :			2 910 649 €

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

DE CONSTITUER les provisions décrites ci-avant selon le régime de droit commun en tant que provisions semi-budgétaires.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires à leur comptabilisation seront inscrits au budget annexe Transports pour l'exercice 2022.

ARTICLE 4

DE DIRE que ces provisions seront par la suite ajustées annuellement en fonction des besoins.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 74

CONTRE 1

Monsieur Gilles BALDACCHINO.

ABSTENTION 5

Monsieur Anthony CIVETTINI, Monsieur Amaury NAVARRANNE,
Madame Rachel ROUSSEL, Madame Cécile MUSCHOTTI,
Monsieur Philippe LEROY.